



Pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire et d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire

A bas l'État d'urgence ! A bas le projet de réforme constitutionnelle !
Front unique contre la politique anti-ouvrière du gouvernement Hollande-Valls !



Éditorial	.....	p 2
A bas l'état d'urgence et la réforme constitutionnelle	.....	p 6
Les questions de religion	.....	p 8
Retour sur la révolution allemande	.....	p15
Ancien combattant d'Algérie : contre les guerres impérialistes.....		p21
Note de lecture : <i>American Darling</i>	.....	p22
<i>On nous communique</i>		
CGT Métropole de Lyon contre l'accord PPCR	.....	p23



Manifestation salariés d'Air France lundi 5 octobre 2015

Les élections de 2012 (Présidentielles et Législatives) donnaient un message clair : le rejet profond par la classe ouvrière de la politique au compte du patronat menée par l'UMP et Sarkozy. Cette mobilisation de classe, sur le terrain électoral, était une répercussion dans les urnes des puissantes mobilisations de 2010, contre la réforme des retraites de Sarkozy et qui n'avaient pas pu aboutir. Les appareils de la bureaucratie syndicale n'ont eu de cesse de manœuvrer, en refusant d'appeler à la grève générale et à une manifestation centrale à l'Assemblée Nationale pour empêcher l'adoption de la réforme, et ainsi infliger une défaite à Sarkozy. Dans le même temps, les organisations politiques (PS, FdG...) se gardaient soigneusement de demander le départ de Sarkozy, et de se porter immédiatement candidat au pouvoir pour satisfaire les revendications des travailleurs : ils refermaient ainsi toute perspective politique pour les millions de travailleurs mobilisés dans la rue.

Car pour les uns comme pour les autres, l'attachement au système capitaliste, à la défense du capitalisme français imposait de protéger la bourgeoisie française, affaiblie économiquement, dépassée par plusieurs de ses rivaux européens, et de plus en plus divisée sur son soutien à Sarkozy. Il faut se rappeler combien Sarkozy était englué dans l'arrêt de la croissance économique, l'explosion des déficits publics, et de multiples affaires de corruption, incapable de donner le change à Merkel tout en étant de plus en plus haï par les masses.

Sarkozy devenait incapable de réaliser le programme de la bourgeoisie qui, surmontant pour un temps ses contradictions, s'était fortement mobilisée pour son élection en 2007 : mener les "réformes" contre les travailleurs déjà bien engagés dans les autres pays européens, en brisant tout ce qui peut l'être, du contrat de travail à l'assurance-chômage, aux retraites, aux salaires, le tout en supprimant des centaines de milliers de postes dans la Fonction Publique. Cela devait permettre de réduire les déficits, faire remonter le taux de profit des entreprises et de la bourgeoisie, et rétablir un rapport de forces plus équilibré avec l'Allemagne, quitte à s'appuyer si besoin sur l'impérialisme américain.

La mobilisation populaire, qui n'était pas parvenue à chasser Sarkozy en 2010, s'est donc traduite dans les urnes, avec l'élection deux ans plus tard de François Hollande puis d'une majorité PS - Front de Gauche à l'Assemblée Nationale. Cependant, cette élection se déroulait dans le cadre verrouillé des institutions de la Vème République dans lesquels les nouveaux élus allaient immédiatement se couler. Dès lors, Hollande, fidèle à l'orientation de la social-démocratie, formait un gouvernement d'alliance intégrant des formations bourgeoises, et initiait une longue série de mesures favorables au capital : la signature sans condition du Pacte Budgétaire Européen (le TSCG), donnant un nouveau tour de vis institutionnel à la réduction des déficits, et sous l'impulsion de Manuel Valls, de renforcer l'appareil répressif.

Le message était clair : rassurer le patronat, tout mettre en œuvre pour interdire un surgissement des salariés dans la rue, sur leur terrain de classe, qui mettrait en cause la domination du capital. Mais pour aller plus loin dans les "réformes", là où la stratégie de confrontation brutale menée par Sarkozy avait échoué, Hollande a mis en place, à l'instar des gouvernements de type Front Populaire, un dispositif de dialogue social particulièrement bien rodé. Il s'agit d'associer les directions syndicales à travers mille et une réunions (groupes de travail, réunions institutionnelles dans la fonction publique, conférences sociales ...), à des discussions sur les réformes du gouvernement, toutes clairement orientées pour la satisfaction des revendications ... patronales !

Les appareils syndicaux ont tous accepté de participer à ces réunions, nourrissant ainsi l'illusion d'un changement possible avec un tel gouvernement.

Ainsi, les conférences sociales de 2012, 2013 et 2014 ont permis au gouvernement de mettre en place des réformes anti-ouvrières : instauration de l'ANI, nouveau report de l'âge de départ à la retraite à 62 ans et du Pacte de responsabilité.

Pour la rupture du dialogue social !

Mais au fil de ces années et des attaques contre les acquis ouvriers qui arrivaient à être mises en œuvre grâce au dialogue social, les illusions que les masses avaient pu entretenir un temps sur la capacité de la social- démocratie à stopper les offensives patronales, tombaient. Dans le même temps, l'aggravation de la crise économique et l'explosion du chômage imposait à Hollande de muscler son dispositif : Valls devenait Premier Ministre, et Macron, banquier d'affaire millionnaire - et non membre du PS - était nommé à Bercy.

Le dispositif éventé poussait en avant la menace d'un surgissement. Cela a contraint la CGT et la FSU à quitter la conférence sociale de 2014 après lecture d'une déclaration liminaire. On assistait alors à un processus de maturation politique des salariés et de la jeunesse mettant en avant la nécessaire rupture du dialogue social.

Les attentats de janvier 2015 ont mis un coup d'arrêt à ce processus. Le gouvernement surfant sur l'émotion populaire, orchestrait l'union sacrée, l'unité nationale à travers la manifestation du dimanche 11 janvier, puis en ciblant continuellement les populations d'origine immigrées entretenait la division de la classe

Le gouvernement ajustait ainsi son dispositif pour museler les travailleurs : il mettait de côté pour l'instant le dispositif de dialogue social et lui substituait celui de l'union sacrée.

Pour un temps cela a fonctionné. Les mobilisations sociales se comptaient sur les doigts d'une main et la grève et manifestation du 9 avril 2015 restaient assez peu suivies. Puis, les contradictions entre les partis de la bourgeoisie (UMP en tête) et les partis gouvernementaux, ont repris le dessus. La bourgeoisie réclamant d'aller plus vite et plus loin, sans délai, dans les réformes, poussait très vite l'UMP à reprendre son autonomie politique vis à vis d'Hollande et du gouvernement.

Dans le PS, les positions pro-patronales portées par Valls et Macron ne passaient pas comme une lettre à la poste. Les frondeurs, réfraction de l'état d'esprit des masses, retrouvaient de la voix sans offrir pour autant une alternative préhensible : ils critiquent beaucoup mais quand l'heure de l'action sonne, ils votent globalement le soutien au gouvernement, trop inquiets de perdre leurs sièges et incapables de concevoir et de mettre en œuvre une véritable politique de rupture.

L'union sacrée connaît ses limites car les masses ne veulent pas d'un retour des Républicains au pouvoir. Dès lors Hollande convoquait une nouvelle conférence sociale pour octobre 2015 avec une fois encore à l'ordre du jour une vieille revendication patronale contre le Code du Travail.

La mobilisation à Air France, à cet instant précis, a joué un rôle important : elle a d'une part montré qu'une partie des travailleurs était prête à engager le combat contre la politique de Valls et Macron et d'autre part les limites du dispositif du gouvernemental. L'association dans le cadre du dialogue social est une chose mais lorsqu'en même temps le gouvernement en appel aux flics et CRS pour criminaliser les grévistes et manifestants, les masques tombent. Le gouvernement criminalise l'action sociale et syndicale. Dans ce contexte la CGT a été contrainte de boycotter la conférence sociale d'octobre.

Le dispositif de front populaire largement appuyé sur le dialogue social menace de se fissurer et ne suffit plus, en tant que tel, pour interdire toute expression de classe, en défense des intérêts ouvriers.

Dans différents secteurs la pression sociale augmente. Des appels à la grève comme aux Finances par exemple voient le jour.

Dans les bureaucraties syndicales cela se traduit par de fortes rivalités au sein des appareils. Dans la CGT, déjà secouée par les affaires Lepaon, la fracture s'exprime de plus en plus ouvertement sur la remise en cause de la ligne de la participation au dialogue social.

Cette crise s'exprime également au sein des appareils politiques : les frondeurs dans le PS sont une réfraction des contradictions entre la base, l'électorat, et la politique du gouvernement. Dans les autres organisations politiques aussi la crise éclate, comme au NPA ou dernièrement au POI.

Mais les attentats du 13 novembre ont, de fait, jouer un rôle d'étouffoir.

A bas l'état d'urgence ! A bas la réforme constitutionnelle

Hollande a décidé de mettre en place l'état d'urgence pour 12 jours. Il a ensuite demandé sa prolongation pour 3 mois et entend utiliser ce temps pour inscrire ce dispositif dans la Constitution. Il s'agit de se donner des moyens répressifs supplémentaires contre les droits fondamentaux au nom de la lutte contre le terrorisme. En effet, les notions de sécurité et d'ordre public que l'état d'urgence intègrent sont très larges et peuvent englober des actes de militants syndicaux, politiques ou associatifs. Ainsi, des militants écologistes ont été assignés à résidence, placés en garde vue place de la République lors des manifestations en marge de la COP 21 le 29 novembre.

Certains députés socialistes renâclent et le gouvernement Hollande-Valls doit manœuvrer pour tenter de faire passer la réforme constitutionnelle à l'Assemblée Nationale.

Dans ce contexte, sur fond de forte abstention, le résultat des élections régionales (progression du FN et du vote LR) indique que la politique du gouvernement est très largement rejetée. Mais malgré ce rejet, malgré la dissolution volontaire du PS et de ses acolytes dans le front républicain, une partie des travailleurs continue à utiliser le vote PS pour faire barrage à LR et au FN. Cette situation très contradictoire en apparence montre une certaine maturité politique (résistance et non effondrement du vote PS) mais aussi le risque d'un retour de LR au pouvoir en 2017 si aucune mobilisation de masse ne vient imposer d'ici là une autre politique, un autre gouvernement au service des travailleurs.

Mais les confédérations syndicales ont un double langage : la CGT et FO en tête se prononcent pour la défense du Code du Travail mais acceptent de discuter du projet de contrat de travail agile avec le Medef. Elles ont aussi refusé de signer l'accord PPCR dans la Fonction Publique mais participent à des groupes de travail avec le gouvernement sur la question ! Dans le même temps elles appellent pour le 26 janvier à une mobilisation des fonctionnaires, sans rompre le dispositif de dialogue social et sans appeler à la mobilisation contre l'état d'urgence alors que, comme la CGT, elles signent des appels ou pétitions demandant sa levée immédiate. Sur ces questions de défense des droits fondamentaux, on ne peut se contenter d'appels « de salon ». Il faut organiser la mobilisation massive de la jeunesse et des travailleurs contre ce carcan.

Imposer à la majorité PS-Front de gauche le rejet de la politique répressive et anti-ouvrière du gouvernement Hollande-Valls

Le dispositif de front populaire, basé sur le dialogue social et doublé de l'union sacrée, fait obstacle aujourd'hui à la mobilisation des masses en défense de ses acquis. Ce dispositif arrive à se maintenir du fait de l'absence d'alternatives politiques à la politique du gouvernement. Bien sûr, la majorité de députés du PS et du Front de gauche à l'Assemblée Nationale n'a pas été élue pour que soit mise en œuvre une politique au service

de la bourgeoisie française en crise, ni pour mettre en place un gouvernement dirigé par Valls et Macron, qui répond aux besoins de, la bourgeoisie française en crise.

Dans le contexte de crise, le capitalisme, ébranlé par la récession de 2007-2008, apparaît plus instable que jamais. L'effondrement des cours du pétrole (qui témoigne de la baisse inattendue de la demande et de la gravité de la crise économique), les incertitudes entourant la Chine, les contradictions sans cesse reportées mais toujours grandissantes au sein de la zone euro sont autant de brèches qui menacent de se transformer en une nouvelle crise majeure du capital. Il ne peut se permettre de relâcher ses offensives contre les travailleurs sous peine d'accélérer ses pertes.

Tout changement de politique ne peut que s'affronter à cette situation, en menant une politique franche de rupture avec le capitalisme et ses institutions : à bas la Vème République, à bas l'Union Européenne !

Mais quelles sont les forces politiques capables de conduire cette rupture ?

En l'absence de Parti Ouvrier Révolutionnaire, les travailleurs n'ont d'autre choix que de s'appuyer sur les résistances qui s'expriment aussi bien dans le PS, le Front de Gauche ou dans les organisations syndicales.

L'existence même de la majorité PS - Front de Gauche, l'existence des frondeurs, la résistance dans le PS contre la déchéance de nationalité, les mobilisations à Air France qui ont suffi à empêcher la CGT de participer à la Conférence Sociale en octobre, nous montrent que les tensions restent vives au sein du mouvement ouvrier.

Dès lors, la responsabilité des directions syndicales est de rompre publiquement toute participation au dialogue social dont le seul rôle est de légitimer le gouvernement. Elles doivent dans le même temps utiliser l'existence de la majorité PS - Front de Gauche à l'Assemblée Nationale et appeler sans délai à une manifestation centrale devant l'Assemblée pour exiger de celle-ci de refuser de voter le projet d'inscription de l'état d'urgence dans la Constitution, pour sa levée immédiate, et d'en finir avec la politique pro-patronale du gouvernement.

Une telle mobilisation ouvrirait la voie à la constitution d'un autre gouvernement, sans Valls ni Macron, sans ministre bourgeois, dont les masses exigeraient la défense des revendications ouvrières. La mise en œuvre d'un programme de défense de la classe ouvrière implique de rompre avec les institutions bonapartistes de la Vème république et avec l'Union Européenne capitaliste, ce dont ne veulent pas ni les PS, ni les PCF et PG. Pour cela les travailleurs ont besoin de construire un parti ouvrier révolutionnaire. C'est à cette tâche que le groupe Révoltes entend participer.



A bas l'État d'urgence !

Mobilisation pour la levée immédiate de l'État d'urgence !

Le gouvernement Hollande-Valls conduit une politique ouvertement répressive mettant en cause les libertés démocratiques élémentaires, prenant prétexte de la lutte contre le terrorisme. Le dispositif policier et judiciaire déjà existant n'a pourtant pas empêché les attentats de l'année 2015.

La prolongation de l'État d'urgence votée quasi unanimement par le Parlement le 20 novembre dernier pour 3 mois ne vise pas que les terroristes de Daech. Ainsi la loi de 1955 modifiée prévoit :

- que le Préfet peut interdire la circulation des personnes ou des véhicules, qu'il peut instituer des zones de protection ou de sécurité où le séjour des personnes est réglementé, qu'il peut interdire le séjour dans tout ou partie du département à toute personne cherchant à entraver, de quelque manière que ce soit, l'action des pouvoirs publics.
- que le ministre de l'intérieur ou le préfet peuvent ordonner la fermeture provisoire des salles de spectacles, débits de boissons et lieux de réunion de toute nature, peut interdire les réunions de nature à provoquer ou à entretenir le désordre et dissoudre les associations ou groupements de fait qui participent, facilitent ou incitent à la commission d'actes portant une atteinte grave à l'ordre public.
- que les forces de police ont le pouvoir d'ordonner des perquisitions en tout lieu, y compris un domicile, de jour et de nuit,
- que le régime des assignations à résidence est élargi à toute personne à l'égard de laquelle il existe des raisons sérieuses de penser que son comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre public.

Les notions de sécurité et d'ordre public sont très larges et peuvent englober des actes de militants syndicaux, politiques ou associatifs.

Ainsi, des militants écologistes ont été assignés à résidence, placés en garde vue place de la République lors des manifestations en marge de la COP 21 le 29 novembre.

Le pouvoir policier agit ainsi sans contrôle judiciaire. De nombreuses « erreurs » de perquisitions policières musclées et répressives ont été commises, terrorisant les familles qui les ont subies.



A bas la réforme constitutionnelle !

Il faut imposer à la majorité PS-Front de gauche de s'opposer à la réforme constitutionnelle

C'est bien cet état d'urgence que veut ancrer dans les institutions le gouvernement Hollande-Valls avec sa réforme constitutionnelle. Elle vise à renforcer le caractère réactionnaire et bonapartiste de la Constitution de la Vème République par un arsenal répressif :

- contrôle d'identité sans nécessité de justifier de circonstances particulières établissant le risque d'atteinte à l'ordre public
- retenue administrative, sans autorisation préalable, de la personne présente dans le domicile
- saisie administrative d'objets et d'ordinateurs durant les perquisitions administratives
- restriction de liberté lors d'assignation à résidence
- déchéance de la nationalité française d'une personne qui, née française et ayant également une autre nationalité, aura été condamnée pour un crime constituant une atteinte grave à la vie de la Nation.

C'est cette mesure qui fait le plus débat. Cette mesure rappelle en effet les sombres heures de l'histoire de l'État français qui a non seulement déchu De Gaulle de la nationalité en 1940 mais des milliers de Juifs ainsi que les étrangers naturalisés depuis 1927. Il vise surtout à bien distinguer les Français d'origine et les autres !

Des députés socialistes et plus largement de nombreux militants et personnalités du PS ont pris position contre cette mesure et menacent à l'Assemblée de ne pas la voter.

Le gouvernement Hollande-Valls doit manœuvrer pour faire passer cette mesure sans perdre la face en visant un objectif : faire un pont avec le parti bourgeois Les Républicains pour qu'il vote la réforme constitutionnelle, quitte à ce que des députés socialistes ne la votent pas. Ainsi, le gouvernement réfléchit à un plan B (l'extension de la déchéance aux Français condamnés pour terrorisme) ou à un plan C ((une peine d'indignité nationale).

Deux appels à la levée de l'état d'urgence ont été organisés au mois de décembre :

- le 1er appel lancé le 3 décembre regroupe environ 10 000 signatures. Il dénonce les restrictions de libertés et lance un appel à une mobilisation individuelle et à un meeting le 23 janvier à Paris en présence de députés PS, Verts, du PCF, de syndicalistes FO et CGT, du syndicat de la magistrature, du POID, du NPA
- le 2ème a été initié tardivement le 17 décembre par une centaine d'organisations associatives et syndicales, dont la CGT, pour sortir de l'état d'urgence en « *appelant les pouvoirs publics à lever l'état d'urgence et à renoncer à une réforme constitutionnelle préparée dans l'urgence et au contenu inacceptable.* »

Si ces appels ont le mérite d'exister, ils doivent être suivis d'un appel conjoint des organisations syndicales et politiques à la mobilisation pour imposer à la majorité PS-Front de gauche de s'organiser pour lever immédiatement l'état d'urgence et empêcher le vote de la réforme constitutionnelle.

La religion et les marxistes : une position classe contre classe, contre le sectarisme des gauchistes, contre la religion opium du peuple mais pas n'importe comment !

« *La religion est l'opium du peuple* » cette citation de Marx ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt. Elle est un condensé de la pensée de son auteur mais mérite plus ample développement :

- Karl Marx - 1818-1883 - avec Engels, Critique de "La philosophie du droit" de Hegel, 1844 -

« Le fondement de la critique irreligieuse est : c'est l'homme qui fait la religion et non l'inverse. La religion est la conscience de soi qu'a l'homme qui ne s'est pas encore trouvé lui-même. Et l'homme, ce n'est pas un être abstrait blotti quelque part hors du monde. L'homme, c'est le monde de l'homme, la société, l'État. Cet État, cette société produisent la religion, conscience inversée du monde, parce qu'ils sont eux-mêmes un monde à l'envers. La religion est la théorie générale de ce monde. ... Elle est la réalisation fantastique (au sens fantasme NDRL) de l'être humain ... Lutter contre la religion c'est donc aussi lutter contre ce monde là dont la religion est l'arôme spirituel.

La détresse religieuse est, pour une part, l'expression de la détresse réelle et, pour une autre, la protestation contre la détresse réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est l'opium du peuple.

L'abolition de la religion en tant que bonheur illusoire du peuple est l'exigence que formule son bonheur réel. Exiger qu'il renonce à une situation illusoire, c'est exiger qu'il renonce à une situation qui a besoin d'illusions.

La critique de la religion est donc dans son germe, la critique de la vallée des larmes, dont l'auréole est la religion. La critique de la religion détruit les illusions de l'homme pour qu'il pense, agisse et façonne sa réalité comme un homme sans illusions parvenu à l'âge de raison, pour qu'il gravite autour de lui-même, c'est à dire autour de son soleil réel. La religion n'est que le soleil illusoire qui gravite autour de l'homme tant que l'homme ne gravite pas autour de lui-même. »



Ainsi, selon Marx la religion est une illusion néfaste pour l'homme car elle est une forme d'aliénation et un paravent.

Lénine explique :

« A ceux qui peinent toute leur vie dans la misère, la religion enseigne la patience et la résignation ici-bas, en les berçant de l'espoir d'une récompense céleste. Quant à ceux qui vivent du travail d'autrui, la religion leur enseigne la bienfaisance ici-bas, leur offrant ainsi une facile justification de leur existence d'exploiteurs et leur vendant à bon compte des billets donnant accès à la félicité divine. »

En effet, la promesse faite aux prolétaires d'un monde meilleur dans l'au-delà diffère la révolte, ici-bas. Elle est donc une illusion profitable aux classes dominantes, une idée qui conforte leur pouvoir. La religion dit également à l'âme de se préoccuper de son âme, alors que l'homme, selon Marx, doit d'abord se préoccuper de ses conditions matérielles

d'existence. La religion affirme que le monde ayant été créé par Dieu, il est naturel et ne peut être changé. Or, le rôle historique du prolétariat est de transformer le monde, de le libérer de l'injustice.

On voit donc à quel point la religion est incompatible avec la théorie marxiste de la libération du peuple.

Marx et Engels contre les opportunistes de tout bord en la matière :

Dans une social-démocratie allemande profondément athée, hostile à toute religion, Engels a démasqué la position de Feuerbach qu'il accuse d'avoir combattu la religion non pas dans le but de la détruire mais de la replâtrer, d'inventer une « religion nouvelle », « élevée » ... Engels condamne également l'idée pseudo révolutionnaire de Dühring relative à l'interdiction de la religion dans la société socialiste.

Concernant la « déclaration de guerre » des anarchistes contre la religion et les curés, il affirme qu'une telle déclaration est une sottise tapageuse et le meilleur moyen d'aviver l'intérêt pour la religion et de rendre plus difficile son dépérissement.

De même il fustige la politique de Bismarck contre les cléricaux, érigée en « lutte pour la culture », le Kulturkampf, contre le parti catholique allemand, qui n'a fait que raffermir le cléricalisme militant des catholiques et n'a fait que dévier l'attention de certaines couches de la classe ouvrière de la démocratie, des tâches essentielles que comporte la lutte de classe et révolutionnaire, vers l'anticléricalisme le plus superficiel et le plus bourgeoisement mensonger.

Ce combat, cet enseignement a porté ses fruits et abouti au programme d'Erfurt qui proclame :

(Programme d'Erfurt : 1891)

« La religion déclarée chose privée. Suppression de toutes les dépenses faites au moyen des fonds publics pour des buts ecclésiastiques et religieux. Les communautés ecclésiastiques et religieuses doivent être considérées comme des associations privées qui règlent leurs affaires en pleine indépendance. »

Cette inscription dans le programme du parti allemand était donc un progrès important qui entérine la position révolutionnaire : liberté totale de croyance, aucune répression envers aucune religion, liberté de culte et liberté de professer, et liberté de ne pas croire, d'être athée.

Lénine et la position des sociaux-démocrates envers l'État, la religion et le parti

Par rapport au programme d'Erfurt, Lénine est amené à préciser sa pensée. Dans son article « de l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion » il dénonce certains opportunistes qui se sont développés après Erfurt, interprétant les principes du programme d'Erfurt dans le sens que le parti social-démocrate doit considérer la religion comme une affaire privée.

En fait le mot d'ordre complet est celui de dire que pour les marxistes, le combat est d'imposer que l'État proclame la religion comme étant une affaire privée. La religion doit être une affaire privée envers l'État mais pas envers le parti révolutionnaire.

Les révolutionnaires doivent y compris ne pas interdire l'adhésion de croyants au parti. Ils doivent à la fois développer les positions de Marx (opium du peuple - le marxisme est avant tout le matérialisme et à ce titre implacablement hostile à la religion) et associer les ouvriers dans une lutte pratique pour leurs droits et leur émancipation totale. Dans la lutte pratique contre le capital les ouvriers prendront conscience qu'ils peuvent attendre éternellement un monde meilleur par la seule puissance de leurs prières ou obtenir, concrètement, et sans attendre un au-delà éventuel, de meilleures conditions d'existence par la puissance de leur mobilisation commune.

Il faut donc savoir comment lutter contre la religion, non pas en ce plaçant sur un plan idéologique mais dans le cadre d'une lutte de classe concrète.

Lénine explique que la religion est séculièrement ancrée dans certaines couches de la société, dont des couches prolétaires. C'est une réalité vivante. Y opposer une barrière absolue, une propagande théorique athée sans développer une lutte de classe concrète, c'est raisonner sur un mode qui n'est pas dialectique. Le marxisme doit être un matérialisme dialectique c'est à dire envisageant la lutte contre la religion non pas de façon abstraite mais sur le terrain de la lutte de classe réellement en marche qui éduque les masses plus et mieux que tout.

Un parti qui se déclare athée ?

Lénine :

« Nous ne proclamons pas et nous ne devons pas proclamer notre athéisme ; nous n'interdisons pas et ne devons pas interdire aux prolétaires, qui ont conservé tels ou tels restes de leurs anciens préjugés, de se rapprocher de notre Parti. Nous préconiserons toujours la conception scientifique du monde ; il est indispensable que nous luttons contre l'inconséquence de certains « chrétiens », mais cela ne veut pas du tout dire qu'il faille mettre la question religieuse au premier plan, place qui ne lui appartient pas ; qu'il faille laisser diviser les forces engagées dans la lutte politique et économique véritablement révolutionnaire au nom d'opinions de troisième ordre ou de chimères, qui perdent rapidement toute valeur politique et sont très vite reléguées à la chambre de débarras, par le cours même de l'évolution économique. »

L'islam radical : d'Al Qaïda à Daech, l'impérialisme à la source du mal

Quelques rappels sur le Moyen Orient :

- La création de l'État d'Israël et la politique expansionniste, coloniale du sionisme conduit les masses palestiniennes à l'affrontement. La répercussion est réelle dans toutes les masses arabes de la région jusqu'au Maghreb et donc en France.
- Plusieurs guerres éclatent. Canal de Suez en 56, guerre des 6 jours en 67 avec l'annexion du Golan (Syrie) et du Sinaï (Égypte), du kippour en 73. Création au Liban des milices chiites du Hezbollah dans les années 80.

La politique et l'existence même de l'État sioniste, gendarme impérialiste, est également et de plus en plus une source d'instabilité peu propice à la sécurisation des intérêts impérialistes (approvisionnement en matières premières). Les États arabes soumis à l'impérialisme (Arabie Saoudite, Liban, Syrie, Irak ...) sont l'objet de critiques internes très fortes quant à leur soutien à l'impérialisme et donc à l'État sioniste, et l'impérialisme est sans cesse obligé de mesurer ses interventions.

Dans les années cinquante, Sayyid Qotb a fondé Les Frères Musulmans en Égypte. Il est le théoricien et principal inspirateur de la branche islamiste révolutionnaire. Selon lui, le mode de gouvernement des régimes nationalistes au pouvoir dans les pays musulmans est un retour au paganisme préislamique qu'il faut combattre au besoin par les armes.

La révolution iranienne à la fin des années 70, matée par Khomeyni est un avertissement sérieux pour l'impérialisme US qui met en place un dispositif multiple avec la complicité de la bureaucratie stalinienne.

Ainsi la mise en place de Sadam Hussein en Irak à la fin de années 60, celui-ci sera utilisé et armé pour déclencher la guerre contre l'Iran en 1980 (8 ans de conflits, des millions de morts...).

Par ailleurs l'impérialisme armait dès 1979 (et jusqu'en 1988) des fondamentalistes sunnites tel Oussama Ben Laden pour combattre en Afghanistan contre les troupes du Kremlin.

Ben Laden formera en 1988 Al Qaida d'où émergera aussi l'État Islamique. En 1989, les troupes du Kremlin se retirent d'Afghanistan et les USA comme l'Arabie saoudite, son vassal, cessent alors d'alimenter Ben Laden.

Ce dernier va alors modifier la stratégie de son groupe à plusieurs reprises afin de l'adapter aux changements de la situation, régionale et internationale. Nous développerons ces éléments dans un prochain article ainsi que les origines de ces groupes islamiques. Mais ce groupe fondamentaliste a toujours profité d'une situation on ne peut plus conflictuelle.

Les Palestiniens poussés à l'exil avec la création d'Israël se sont réfugiés au Liban, en Jordanie et en Égypte. Les camps de réfugiés au Liban sont des camps d'entraînements militaires et la base depuis laquelle les combattants pro-palestiniens sous drapeau de l'OLP principalement lancent des attaques sur Israël. En 1982, Israël envahit le Liban déjà en proie à une guerre civile entre pro-palestiniens et milices chrétiennes. La Jordanie en bon vassal de l'impérialisme fait la chasse aux fédâyins. La direction politique de l'OLP est évacuée sur Tunis par l'armée française.

En 1987 survient la 1^{ère} intifada : Les masses palestiniennes humiliées, privées de tout (eau, électricité, terres, travail...) se sentent lâchées, trahies par l'OLP. A Gaza puis dans toute la Cisjordanie les femmes en tête d'une population aux abois se soulèvent contre l'armée d'occupation israélienne. C'est la guerre des pierres. Le Hamas émerge à ce moment, sur les cendres de l'OLP qui vient en 1988/89 au nom de la création d'un hypothétique État palestinien de reconnaître l'État d'Israël et renoncer à la lutte armée.

En 1989, c'est la chute du mur de Berlin, la disparition de la RDA et la réunification de l'Allemagne sous la houlette de la RFA. En 1991, Gorbatchev est renversé, la bureaucratie du Kremlin avec, et c'est l'éclatement de l'URSS et la restauration du capitalisme à l'Est de l'Europe.

Sahar Khalifa, écrivaine palestinienne, dans une tribune au Monde Diplomatique d'août 2015, explique que dans tout le Moyen Orient des milliers d'hommes éclairés, socialistes, progressistes ... étaient recherchés par la police ou croupissaient dans les prisons de régimes soutenus et subventionnés par les puissances impérialistes anglaise, française puis américaine.

Le nationalisme arabe a connu son âge d'or dans les années 50 et 60. Elle dit :

« Nos rues en effervescence débordaient d'espoirs de transformation. Nous adoptions une attitude rebelle et critique envers nos systèmes sociopolitiques traditionnels. Les idéaux de libération et de justice sociale se trouvaient dans notre littérature, notre théâtre, nos chants, notre musique, et jusque dans les expressions que nous employions dans la vie courante. La littérature du monde entier irriguait notre culture. Nos libraires et nos rues regorgeaient de livres appelant à la libération, à la révolution et au changement : littérature existentialiste, socialiste, noire ... »

« Cet élan touchait tout le monde y compris les paysans illettrés et les femmes qui commencèrent à sortir sans voile. »

Études universitaires, engagement en politique, rejet du voile et adoption de la minijupe :

« Cette atmosphère idyllique se dissipa lorsque Israël, soutenu pas l'Occident, parvint à vaincre le dirigeant égyptien Gamal Abdel Nasser en 1967. Cette défaite signifia aussi celle de notre mouvement national et de nos convictions socialistes ; une occasion que les Américains et leurs alliés occidentaux ne manquèrent pas de saisir. Ils apportèrent un soutien massif aux islamistes afin d'étouffer le nationalisme progressiste, à coups de millions de dollars. Les frères musulmans, qui laissaient jusqu'alors le peuple indifférent, montèrent en puissance. La situation de notre région dans les années 70 et 80 ressemble beaucoup à celle de l'Afghanistan au moment où les Américains prêtaient main forte aux islamistes, et notamment à Oussama Ben Laden, pour contrer les communistes. »

« Les institutions et les médias occidentaux, qu'il s'agisse de la presse écrite ou de la télévision, du cinéma ou des universités, supposent la femme arabe incapable de respirer ou de penser sous son tchador noir, ombre mouvante qui erre dans le vide telle une sorcière ou un épouvantable fantôme. Le vêtement de la créature que nous



incarnons à leurs yeux est appelé « tenue islamique ». Je suis pourtant convaincue qu'il n'est ni islamique ni arabe, et que c'est une création de l'occident et une manifestation embarrassante de son impérialisme. »

Elle dénonce le « choix » pour les masses palestiniennes et arabes aujourd'hui entre l'occident synonyme d'exploitation et de colonisation d'un côté et l'islamisme qui propose un retour à l'âge de l'oppression et des harems. Le choix est donc entre l'occident synonyme de liberté, de laïcité et de science, mais aussi de colonialisme et un islam impitoyable qui appelle à résister à l'occident mais qui s'oppose à la science, à la modernité, à l'émancipation féminine et sociale.

Ce dilemme touche aussi les masses d'origine arabe qui vivent dans les pays occidentaux : se soumettre à la politique de rigueur qui touche en premier lieu les masses les plus exploitées et subir la répression policière ou bien revendiquer une appartenance en apparence contestataire sous le drapeau de l'islam, avec toutes ses variantes.

Ce dilemme est accentué par la politique des impérialismes occidentaux, va-t-en guerre depuis des décennies au Moyen-Orient et en Afrique. Les massacres perpétrés par Bachar el Assad contre les insurgés syriens, avec la complicité plus ou moins neutres des puissances impérialistes, sont les déclencheurs d'une révolte combattive, qui cherche un drapeau sous lequel combattre.

Malheureusement, c'est le drapeau réactionnaire de Daech qui est le plus spectaculaire.

Pour autant, il ne faut pas que ce drapeau sanguinaire écrase les opposants de la première heure au régime syrien, qui ont tenté de casser les chaînes de la dictature alaouite, sur les traces des Tunisiens et Égyptiens notamment. Mais le combat de ces derniers pour les libertés démocratiques était mu par la défense des travailleurs et de leurs droits. C'est quand la classe ouvrière de ces pays s'est mobilisée, que les dictateurs ont fui. En Syrie, la composition sociale de la société n'était pas la même ; l'emprise du clan alaouite soutenue par les puissances régionales a été plus forte.

Les bandes fondamentalistes radicales soutenues par les États et groupes sunnites de la région, comme l'Arabie Saoudite et le Qatar, eux-mêmes grands alliés des impérialismes, ont pu alors se propager en Irak et en Syrie. Elles ont en parallèle frappé par des attentats spectaculaires les puissances occidentales dans le but de monter les populations les unes contre les autres.

L'impérialisme français répond sur le même terrain aujourd'hui et en profite pour faire régner l'ordre dans les rangs ouvriers.

Qui est Charlie ?

Emmanuel Todd, a écrit « *Qui est Charlie* », sociologie d'une crise religieuse.

« Janvier 2015, la France a vécu un accès d'hystérie. Les médias communiaient dans la dénonciation du terrorisme, dans la célébration du caractère admirable du peuple français, dans la sacralisation de la liberté et de la République. Charlie Hebdo et ses caricatures de Mahomet étaient sanctuarisés. Les foules convoquées par le gouvernement défilaient crayon à papier en main pour symboliser la liberté de la presse, ovationnant les CRS et les tireurs d'élite postés sur les toits. Le logo je suis Charlie envahit tout. Le gouvernement décréait des sanctions pour tout refus de la minute de silence, interprété comme une apologie implicite du terrorisme et un refus d'adhérer à la communauté nationale. Un flash totalitaire, ni plus ni moins.

La critique aurait été inaudible en janvier 2015, la mobilisation de masse loin d'être admirable révélait un manque de sang froid et de dignité dans l'épreuve. La condamnation de l'acte terroriste n'impliquait nullement que l'on divinîsât Charlie hebdo, le droit au blasphème sur sa propre religion au sens religion majoritaire dans le pays où l'on est, ne doit pas être confondu avec le droit au blasphème sur la religion d'autrui, c'est à dire minoritaire dans le pays, particulièrement dans le contexte socio-économique difficile de la France : blasphémer de manière répétitive, systématique,

Mahomet, personnage central de la religion d'un groupe faible et discriminé, devrait être, quoi qu'en disent les tribunaux, qualifié d'incitation à la haine religieuse, ethnique ou raciale.

Comment faire comprendre que les frères Kouachi et Coulibaly n'étaient que le reflet inversé, pathologique de la médiocrité morale de nos chefs élus, plus soucieux de leurs intérêts propres que de tirer les jeunes de la surexploitation par les bas salaires ou la marginalisation par le chômage ?

Hollande en décidant une manifestation de masse prenait le risque de glorifier les assassins, de conférer un sens idéologique à leur acte.

La xénophobie migre vers le haut de la structure sociale, les classes moyennes et supérieures cherchent un bouc émissaire.

L'Etat aspergeait la France de cars de police et de militaires en armes.

Nul n'est sensé ignorer pourquoi il manifeste. Or les politiques ont consciemment instrumentalisé l'événement pour tenter d'échapper à leur impopularité, les journalistes ont renoncé en toute connaissance de cause à leur devoir critique. »

Pour E. Todd la crise religieuse qui sévit en France amènerait la population française à la recherche d'un adversaire structurant et l'islam est disponible pour remplacer le catholicisme devenu inutilisable comme bouc émissaire. La diabolisation de l'islam permettrait de comprendre la mobilisation de millions de laïcs derrière Hollande, catholique zombie, pour défendre le droit absolu de caricaturer Mahomet figure religieuse respectée par au plus 5 % des habitants du pays, parmi les plus faibles et les plus fragiles.

La recrudescence religieuse impulsée par l'ordre impérialisme un peu partout dans le monde ne peut se réaliser que du fait d'absence immédiate de perspective politique, proposant une véritable alternative socialiste aux mobilisations révolutionnaires.

Le 13 novembre et l'état d'urgence :

Suite aux attentats du 13 novembre, dans les heures qui ont suivi, F. Hollande a décidé de mettre en place l'état d'urgence pour 12 jours.

Il s'est ensuite adressé au Congrès réuni en urgence et, dans un discours guerrier, a demandé sa prolongation pour 3 mois. L'Assemblée Nationale a adopté cette loi à la quasi unanimité. Il propose également d'inscrire l'état d'urgence dans la Constitution en renforçant l'arsenal répressif de la Vème République pourtant déjà qualifiée par Mitterrand en 1978 de « coup d'État permanent ».

En effet, l'État dispose déjà avec les lois actuelles, avec Vigipirate, d'un cadre judiciaire qui permet légalement les perquisitions et arrestations contre les groupes terroristes. Mais cela ne peut être mené qu'avec l'aval d'un juge.

Dès lors, les restrictions de liberté dans le cadre de l'état d'urgence (droit de manifestation limité voir interdit, assignation à résidence ...) sont utilisées par le gouvernement pour handicaper les mobilisations de travailleurs et semblent sans réelle efficacité pour arrêter les terroristes en fuite.

Ainsi, la répression de la manifestation de la Bastille du 22 novembre pour la défense des réfugiés ou l'assignation à résidence de militants zadistes et écologiques en marge de la COP 21 sont des exemples d'une volonté de museler les protestations contre la politique du gouvernement.

En quelques heures, des perquisitions ont notamment permis de saisir des armes de guerre qui avaient jusque là « échappé » à la vigilance de notre police. On voulait évidemment montrer aux yeux de l'opinion publique que les mesures prises par l'exécutif trouvaient une justification évidente.

Concernant la déclaration de guerre de la France à Daech, le Monde Diplomatique de décembre 2015, revient dans un article « *l'art de la guerre imbécile* » sur la guerre fondée sur la colère qui répond précisément aux objectifs de Daech. Le premier consiste à créer une coalition contre lui, qui viendra combattre en Irak, en Syrie et alimentera ainsi sa propagande anti-impérialiste. Le second but est que cette situation favorisera le recrutement de nouveaux djihadistes en occident qui, ou bien viendront combattre dans ses rangs, ou effectueront des missions suicides qui à leur tour alimenteront sa propagande.

Trois semaines plus tard, des voix s'élèvent de plus en plus nombreuses contre le tout autoritaire, contre l'état d'urgence. C'est le cas de certains intellectuels, d'associations (à l'exemple de DAL – Droit Au Logement) ou de syndicats.

Deux appels pour la levée de l'État d'urgence ont été rédigés, un début décembre au nom d'individus signataires (presque 10 000, dont nombre de syndicalistes, de militants associatifs, d'intellectuels, ...) et l'autre le 17 décembre au nom d'associations et syndicats dont la CGT.

Nos tâches

Parce qu'il n'y a qu'une seule classe ouvrière, il peut n'y avoir qu'un seul parti avec un seul objectif : le socialisme. Nous ne devons pas alimenter de divisions entre laïcs, croyants, athées. Nous ne devons pas avoir peur des chrétiens, des musulmans ou autres.

Nous devons démasquer les illusions de la religion, les combattre pied à pied. Mais cela ne veut pas dire rejeter les masses sous alimentées politiquement qui se retrouvent sous l'influence religieuse. Il faut au contraire les éclairer de notre point de vue marxiste. Les intégrer en tant que travailleurs ou privés d'emplois, pas en tant que musulmans ou juifs, à la construction de l'organisation ouvrière révolutionnaire.

Nous ne pouvons avoir deux langages en fonction que l'on s'adresse à un ouvrier athée ou un ouvrier croyant. Nous devons avoir un seul langage de vérité qui consiste à faire tomber tous les obstacles qui se dressent devant les masses pour les maintenir sous le joug du capital. Ce langage doit inclure la question des religions qui sont un des obstacles que le capital à dresser pour diviser les travailleurs.

Le combat contre la désintégration militariste et réactionnaire du Moyen-Orient est indissociable du combat contre la domination impérialiste au Moyen-Orient et en Afrique. Les troupes impérialistes, en particulier françaises, n'ont rien à faire en Irak ou au Mali. Elles ne font que semer le chaos et la misère des masses, qui se font dépouiller de leurs richesses pétrolières comme de leurs libertés.

Notre combat est donc un combat de classe orienté contre notre propre bourgeoisie.

A bas l'État d'urgence, à bas l'État policier !

A bas le projet de réforme constitutionnelles !

A bas l'Union sacrée entre organisations ouvrières et l'État bourgeois qui ont mené dans l'Histoire, lors de la Première Guerre Mondiale notamment, des millions de travailleurs à la boucherie impérialiste !

La classe ouvrière doit imposer à la majorité de députés du PS et du Front de gauche l'arrêt de la politique guerrière et répressive du gouvernement Hollande-Valls en exigeant l'arrêt immédiat des frappes aériennes en Syrie.

A bas la coalition internationale en Irak !

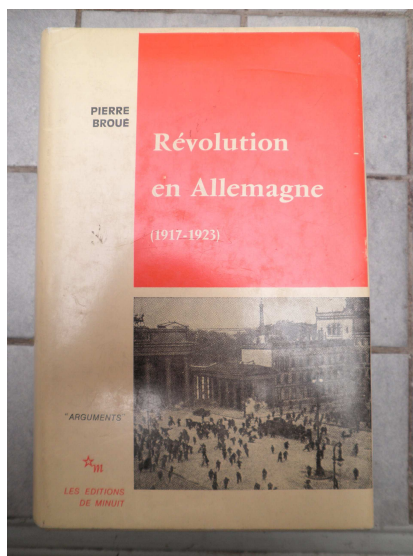
Arrêt immédiat des frappes aériennes françaises en Syrie et en Irak !

Retrait de toutes les troupes armées françaises du Moyen- Orient et d'Afrique !

Quelques enseignements de la Révolution allemande

Question éminemment actuelle tant les problèmes posés par cette révolution qui a échoué sont ceux d'aujourd'hui : quelle analyse faisons-nous des conditions objectives ? Quel parti faut-il construire et quelle place doit-il occuper **pour une révolution prolétarienne victorieuse** ? Quelle stratégie mettre en place face aux multiples organisations et courants se réclamant de la classe ouvrière ? Et là encore, la question du **Front Unique** est au centre des débats.

L'ouvrage de **Pierre BROUE** (*Révolution en Allemagne – 1917/1923*) publié en **1971** reste encore aujourd'hui **la** référence car, outre la méthode maîtrisée d'un ouvrage d'Histoire (questionnement, croisement des sources ...), il témoigne de l'engagement politique de l'auteur à un moment où le PCI était une organisation ouvrière marxiste.



Introduction

L'importance majeure de la révolution allemande est due au fait que son échec a permis à Staline de l'emporter en URSS contre l'Opposition de Gauche et à l'Allemagne de sombrer 10 ans plus tard dans la barbarie. Ce n'est donc pas rien.

La construction d'un **Parti Ouvrier Révolutionnaire** en Allemagne a été confrontée à de multiples écueils : gauchisme – opportunisme – sectarisme – révisionnisme – activisme ... Bien que les militants révolutionnaires fussent en contact avec les bolcheviks dès le début de la guerre. Mais il faut lier les difficultés rencontrées par le POR à celles de la III^e Internationale.

L'Allemagne au début du XX^es

1) un pays capitaliste avancé fondé sur un puissant développement industriel

Cette puissance industrielle a permis de forger le plus puissant prolétariat d'Europe.

2) une révolution bourgeoise inachevée

La bourgeoisie allemande a préféré le maintien du **système monarchique** face à la poussée révolutionnaire des masses en 1848. D'où une **unification tardive** (janvier 1871 après la victoire sur l'Autriche en 1866 et sur la France en 1870) sous la houlette **prussienne** qui compte 50% de la population depuis sa main mise sur la Ruhr et 90% des ressources. Mais cet **État fédéral** de 25 territoires de taille très diverse repose sur un système très décentralisé.

3) une société « présocialiste » ? où les **ouvriers** et le **capitalisme concentré** en un petit nombre de mains.

Les masses ouvrières sont éduquées et organisées. Une aristocratie ouvrière, limitée en nombre, forme les cadres de parti social-démocrate plutôt conservateurs.

Nulle part en Europe n'existe une aussi forte fusion du capital financier et industriel.

4) guerre ou révolution ?

Le prolétariat est la seule force capable de contrer la grande bourgeoisie. Mais la démocratie bourgeoise est la soupape de sécurité contre la révolution et pour protéger la propriété privée.

Or l'Allemagne n'a pas d'échappatoire colonial d'où l'alternative : **guerre civile ou guerre impérialiste ?**

La social-démocratie avant 1914

1) elle fut fondée lors du congrès de Gotha en 1875 sur des bases lassaliennes. Mais pour Lénine, jusqu'au congrès de Stuttgart en 1907, c'est « *la social-démocratie allemande qui a toujours soutenu le point de vue révolutionnaire marxiste* ».

Mais le congrès de Stuttgart marque un tournant opportuniste. En effet, depuis 40 ans, le SD est devenu un parti de masse centré sur les revendications immédiates, mais aussi sur des activités culturelles et de loisirs. C'est **un État dans l'État**.

Il compte 1 million d'adhérents en 1914, obtient 4,250 millions de voix en 1912. Deux millions de travailleurs sont syndiqués.

Le parti dispose de 90 quotidiens, salarie 267 journalistes et 3 000 ouvriers dans la presse, ainsi que des milliers de permanents, sans compter 101 députés, etc...

C'est un véritable parti de classe.

2) réforme ou révolution ?

Les tendances divergent depuis sa création entre marxistes (Bebel, Liebknecht) et possibilistes proches du guesdisme mais l'unité a été sauvegardée.

Au congrès d'Erfurt (1891) la thèse de Kautsky l'emporte : le programme maximum s'accompagne d'un programme minimum de réformes. Ce révisionnisme est accentué par les thèses de Bernstein en 1898 qui remettent en cause le marxisme en considérant que le capitalisme connaît une ascension sans fin. Le socialisme ne serait plus la conséquence dialectique de la crise du capitalisme : il est donc nécessaire d'œuvrer au développement démocratique de la société. Rosa Luxembourg condamne cette position en 1903.

La révolution russe de 1905 provoque un choc et déclenche une grande grève des mineurs de la Ruhr contre les cadres syndicaux opposés à une grève générale politique.

Le congrès d'Iena (1905) vote pourtant le principe d'une grève générale politique à laquelle s'opposent les dirigeants syndicaux.

A partir de 1907, Kautsky prend la direction du parti et prône l'alliance avec la petite bourgeoisie pour des succès électoraux.

3) la bureaucratisation du parti

Les permanents incontrôlés tiennent d'une main de fer toutes les instances du parti : ses cadres, ses élus et tous ses salariés. Le parti se concentre sur ses succès électoraux.

Les ouvriers sont sous-représentés lors des congrès. Ebert.

Les gauches de la social-démocratie avant 1914

La direction est vivement critiquée pour son intégration à l'Etat bourgeois par Rosa Luxembourg, censurée, et par Karl Radek, exclu de la direction. Les opposants s'organisent en fraction avec leur propre presse – ce sont les « Radicaux de Gauche ».

Des personnalités brillantes mais marginales (estimés mais pas fédérateurs) animent l'opposition dont **Karl LIEBKNECHT et Rosa Luxembourg**.



La guerre et la crise de la Social-démocratie

1) les faits : le 31 juillet 1914, le bureau de la II Internationale lance un appel à lutter contre la guerre – le 1^{er} août, le gouvernement allemand déclare la guerre à la Russie – le 2, l'exécutif du parti se réunit pour discuter du vote des crédits de guerre : les députés « révisionnistes » font valoir que l'autocratie russe menace les libertés allemandes et que le parti risque d'être interdit en cas de victoire russe ... 78 députés se prononcent pour le vote des crédits contre 14. Mais par discipline de parti, **tous les députés socialistes** votent les crédits en séance, y compris l'aile gauche et Karl Liebknecht (ce qui fit croire d'abord à Lénine qu'il s'agissait d'une calomnie).

2) quelle signification eut ce vote et quelles en furent les conséquences ? La stupeur frappe les militants allemands et entraîne le désarroi des masses. L'appareil d'État exerce une terrible pression et fait appel à « tous ses fils », demandant à la Social-démocratie de garantir la paix civile face au danger extérieur – il n'y a plus de « voix pacifique vers le socialisme ».

Les classes dirigeantes offraient aux dirigeants ouvriers un rôle justifié par la reconnaissance d'un intérêt national commun aux travailleurs et aux patrons. Donc à la réintégration de la classe ouvrière et de son parti dans la patrie allemande.

Dès le 2/08, les dirigeants syndicaux signent des accords avec le patronat pour interdire la grève sous la menace de lock out contre la garantie des conventions collectives.

En France, la SFIO assure que pour garantir l'avènement du socialisme, il faut en finir avec le militarisme et l'impérialisme allemands.

BILAN

La guerre a posé l'**alternative** en ces termes : union sacrée nécessaire à la préservation des acquis, ou bien refus de la guerre impérialiste et préparation de la guerre civile ?

Certes, le bolchevisme est russe mais Lénine l'a toujours présenté comme élément d'une expérience mondiale qui a mené le prolétariat à la victoire. Or, il n'y a pas de militant allemand vraiment bolchevique.

Les militants ouvriers de Brême sont plutôt gauchistes/anarcho-syndicalistes.

Les Spartakistes de Berlin sont plus proches des bolcheviques (usage de la tribune parlementaire – militantisme au sein des syndicats ...) mais leur conception du parti est différente : hostiles à la centralisation qui a bureaucratisé la SD – attachés à la spontanéité des masses – non prise en compte de « l'aristocratie ouvrière » et de ses dérives.

Mais spartakistes et gauchistes rejoignent les bolcheviques sur la nécessité d'une Internationale ouvrière pour la victoire de la révolution mondiale.

Au congrès fondateur du KPD participent 83 délégués spartakistes et 29 de l'IKD: la division fait rage sur la participation ou non aux élections à la Constituante et sur la nécessité de la renverser. Décision est prise de boycotter les élections. Le gauchisme l'emporte.

Résolution finale du 1^{er} congrès de décembre 1918 :

« La Ligue Spartakus se refusera à accéder au pouvoir à la place des dirigeants actuels lorsque Scheidemann-Ebert auront fait leur temps. (...) Si Spartakus s'empare du pouvoir, ce sera sous la forme de la volonté claire, indubitable, de la grande majorité des masses prolétariennes, dans toute l'Allemagne, et pas autrement que sous la forme de leur adhésion consciente aux perspectives, aux buts et aux méthodes de lutte propagées par la Ligue. (...) La victoire de Spartakus ne se situe pas au début, mais à la fin de la révolution ».



Révolution de novembre 1918 à Berlin : un groupe de soldats brandissant le [drapeau rouge](#), le 9 novembre à la [Porte de Brandebourg](#).

Donc le parti n'est pas l'organe dirigeant de la révolution. Le parti n'a pas d'ordres à donner aux masses, n'a pas à appeler à l'insurrection armée si celle-ci n'est pas déjà dans la conscience de la majorité.

D'ailleurs, la structure du nouveau parti est extrêmement lâche, pour ne pas dire inexistante, beaucoup plus proche en tout cas de celle du parti social-démocrate indépendant que de celle du parti bolchevique.

Pour bien des militants communistes, la cristallisation d'un appareil solide, bureaucratique, était à l'origine de la dégénérescence de la Social démocratie, devenue un appareil de permanents intégré à l'appareil d'Etat. C'est cette idée qui a nourri le gauchisme et les idées de Rosa Luxemburg sur le rôle et la spontanéité des masses.

C'était là sans doute l'échec majeur des communistes allemands. La fondation d'un véritable parti communiste dans l'Allemagne de 1919 était difficilement concevable sans la participation

de ces délégués ouvriers qui avaient la confiance du prolétariat berlinois, dont ils avaient dirigé les luttes pendant la guerre et les journées révolutionnaires.

« Coupé de ces militants organisateurs de la classe ouvrière, cadres authentiques et indispensables d'un parti ouvrier révolutionnaire, les dirigeants spartakistes - et ils en avaient sans doute conscience - étaient sans prise sur le mouvement profond des travailleurs dans les entreprises. D'un autre côté, privés de têtes politiques, ou plutôt à la remorque des hésitants de la gauche indépendante, les admirables combattants des usines berlinoises allaient s'empêtrer dans les exigences contradictoires d'une situation infiniment plus complexe que celle de la guerre au cours de laquelle ils avaient gagné leurs galons et leur autorité. Entre les deux groupes, d'autant plus rivaux qu'ils étaient proches, apparaissait en outre, dans une situation explosive, le risque d'une surenchère et d'une concurrence à gauche, considérablement accru par l'état d'esprit gauchiste qui débordait tous les groupes politiques. Le parti communiste, à peine né, déjà isolé des masses, s'était condamné à l'impuissance avant d'avoir commencé à agir. Les événements de janvier et l'assassinat de Liebknecht et Rosa Luxemburg allaient l'achever. L'acte décisif était à recommencer. » **P.Broué.**

Il a fallu attendre le 5^o congrès de 1922 pour que l'idée d'un Parti Révolutionnaire rigoureusement organisé, centralisé soit adoptée : l'idée d'un état-major ouvrier pour détruire l'Etat bourgeois.

Dans ce travail, le rôle de l'Internationale Communiste fut primordial, y compris financier, notamment les 4 premiers congrès. Mais l'exécutif de l'IC n'a pas fourni d'appui stratégique au soulèvement de 1922 en raison de la situation dramatique en Russie.

Trotsky revient sur l'affaire allemande.

En 1924, Trotsky est revenu sur la situation allemande en 1923, dans la célèbre préface « Leçons d'Octobre ». Comme à la fin de 1923, dans *Cours nouveau*, il estime que l'Allemagne a présenté en cette « année terrible » une situation exceptionnellement favorable pour la victoire de la révolution prolétarienne et recherche dans le parti lui-même les causes de cet échec.

La première erreur des dirigeants allemands a été, selon lui, une fausse estimation de la force armée de l'ennemi de classe, sous-estimation dans la période prérévolutionnaire, surestimation dans la période révolutionnaire d'avant l'insurrection.

La clef de la situation allemande en 1923 se trouvait entre les mains des communistes.

Ce sont, finalement, deux faiblesses de la direction allemande, son **fatalisme** — la croyance que la révolution va en quelque sorte se développer d'elle-même, indépendamment de leur propre politique — et son **hésitation** au moment décisif qui expliquent le fiasco.

En 1917, Lénine, grâce à sa « sévère énergie », était venu à bout de l'hésitation des couches supérieures du parti née de cette pression. En 1923, et malgré l'existence d'une Internationale, il n'y eut rien de tel : l'hésitation conduisit à la défaite.

Les faiblesses du K.P.D. étaient en définitive le reflet de celles de la social-démocratie telle qu'elle s'était développée avant la guerre de 1914-1918. Société dans la société, elle était parfaitement intégrée à travers une opposition de principe et une adaptation dans la pratique qui offrait expérience, responsabilités et tâches, non à ceux qui étaient capables de faire l'histoire avec les travailleurs, mais seulement à ceux qui voulaient faire de la politique en les utilisant.

Les dirigeants communistes issus des rangs de la social-démocratie d'avant guerre portaient tous son empreinte dans leur tendance à la passivité et leur propension au suivisme. Il faut, dans une large mesure, retourner le procès fait à la direction de l'Internationale communiste, sur ce plan, par la majorité des historiens.

Car c'est en partie la médiocrité des hommes du K.P.D. qui a nourri en Allemagne le succès, le prestige, puis l'autorité et enfin le despotisme de Moscou à l'égard du parti allemand.

Tant que la perspective de la révolution mondiale demeurait au centre des préoccupations des dirigeants bolcheviques, ce hiatus pouvait être tenu pour temporaire et l'espoir de le surmonter pour réaliste. Mais la dégénérescence de la révolution russe allait devenir facteur décisif dans un climat aussi propice : la domestication du K.P.D. par la fraction de Staline au pouvoir dans le parti russe n'a rencontré de la part de ce parti de centaines de milliers de membres, qu'une résistance médiocre, même lorsqu'elle aboutit à lui faire mener, face au danger mortel de la montée nazie la plus aberrante des politiques.

Dans la brève période de l'histoire du K.P.D. étudiée ici, l'un des faits les plus frappants est certes l'impasse du gauchisme et de toutes les théories révolutionnaires fondées sur la conception de la spontanéité des masses. L'impatience des révolutionnaires, la tragique illusion que de petits groupes de militants décidés, des minorités agissantes, peuvent se substituer à l'action des grandes masses, la croyance en la vertu des « actions exemplaires » émergent à tout instant de l'histoire du K.P.D. Elles sont, elles aussi, la rançon des années de domination exclusive de la pratique social-démocrate dans le mouvement ouvrier et de la faiblesse même du K.P.D., insuffisamment armé pour répondre rapidement aux aspirations révolutionnaires de la minorité active du prolétariat.

L'échec du K.P.D. en 1923 n'est finalement ni celui du « bolchevisme », ni celui du « spartakisme », et encore moins celui du « communisme ». C'est celui du mouvement socialiste allemand dans son ensemble, dont le K.P.D. a voulu — trop tard par rapport au développement de la crise mondiale — être simultanément l'aile révolutionnaire et le moteur de la réunification.

L'autre, livrée au sein du parti bolchevique entre 1923 et 1927, s'était terminée par la victoire de Staline et de son appareil bureaucratique. Défaites du prolétariat mondial dans des arènes capitales du point de vue stratégique, ces deux batailles perdues traduisaient sa tragique faiblesse sur le terrain de l'organisation et de la théorie, et, du même coup, indiquaient l'unique voie pour la surmonter, la construction d'une véritable Internationale.

Trotsky au terme de son *Histoire de la révolution russe* conclut :

« Le capitalisme a eu besoin de siècles entiers pour parvenir, en élevant la science et la technique, à jeter l'humanité dans l'enfer de la guerre et des crises. Ses adversaires n'accordent au socialisme qu'une quinzaine d'années pour édifier et installer le paradis sur terre. Nous n'avons pas pris sur nous de tels engagements. Nous n'avons jamais assigné de pareils délais. Les processus de grandes transformations doivent être évalués selon des mesures adéquates ».

*« Dans cette perspective, l'histoire du parti communiste allemand au cours des premières années de l'Internationale communiste **cesse d'être l'histoire des illusions perdues pour devenir la préhistoire d'un combat qui se poursuit** »* conclut Pierre Broué.



Contre les guerres impérialistes d'hier et d'aujourd'hui

Le journal « Le Monde » a publié le 31 décembre 2015 la protestation d'un ancien combattant d'Algérie contre l'esprit guerrier du gouvernement.

Moi-même – D. M., 80 ans – j'ai été enrôlé dans ce conflit qui n'a porté le nom de guerre qu'en 1999. Or, ce sont 1,7 million de jeunes soldats français qui y ont participé de gré ou de force, 25 000 soldats ont été tués (dont 13 000 appelés), 3 000 civils « européens » et sans doute 300 000 morts algériens qui ont payé cher leur indépendance !

Nous avons donc connu « ces opérations de maintien de l'ordre », la chasse « aux terroristes », les bombardements, le largage de napalm, les déplacements de population dans le cadre de la « pacification ». Toute fraternisation avec les « fellaghas » était punie de mort, comme en 1917.

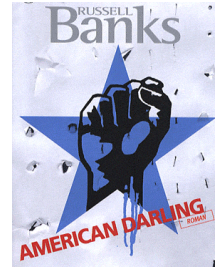
« L'état d'urgence » décrété en 1955 restreignait déjà les libertés individuelles et collectives, les autorités civiles ayant des pouvoirs exceptionnels dont la justice fut dessaisie. Et pour quel résultat ? Près de 8 ans de guerre pour la défense de l'impérialisme français en déclin, qui s'accrochait à ses colonies pour maintenir son rang de « grande puissance ». Les expéditions de ratissage, les ratonnades et la torture ne sont pas venues à bout de la volonté d'un peuple d'accéder à l'indépendance. Et nous, jeunes appelés, nous avons sacrifié au moins deux ans de notre vie pour une cause qui n'était pas la nôtre !

Aujourd'hui, après plus de 35 ans d'interventions impérialistes de l'Afghanistan à l'Irak et à la Libye, c'est le chaos total au Moyen Orient : les armes américaines, françaises ou autres tombées aux mains de bandes fanatiques et sanguinaires se retournent contre ceux qui ont semé la tempête dans une région où les morts se comptent par centaines de milliers. Ce sont aussi des centaines de milliers d'hommes, femmes et enfants qui sont jetées sur les routes de l'exode.

Ancien combattant en Algérie, je ne peux soutenir une expédition militaire qui n'aura pas d'autre résultat qu'un embrasement général dont les peuples du Moyen Orient comme ceux d'Europe sont et seront les principales victimes. NON à la guerre, NON à l'état d'urgence, retrait des troupes impérialistes !

C'est cet appel que je souhaiterais que les associations d'anciens combattants/appelés reprennent aujourd'hui !

Note de lecture : « AMERICAN DARLING »



Actuellement, tous nos penseurs se demandent comment l'élection d'Obama n'a pas, comme par miracle, supprimé les problèmes raciaux aux États Unis. La lecture du livre de Russel Banks, AMERICAN DARLING, offre une clé fort intéressante.

AMERICAN DARLING prend possession de pans déjà oubliés de l'histoire américaine, la fin du XIX siècle et la fin des années 60 et s'achève un 11/09/2001. Des années des grondements libertaires au chaos international.

A la veille de la soixantaine, Hannah Musgrave, la narratrice, se retourne sur son passé. Blanche, issue d'un milieu bourgeois très privilégié, elle s'engage dans le « *Weather Underground* », un groupuscule d'étudiants qui décide de rompre avec la stratégie de la non violence. « *Bring the war home* » devient la signature d'une série d'attentats visant les bâtiments des institutions américaines.

Elle pense jouer à la révolution, ne fait pas grand chose, vit dans la clandestinité, et, se croyant en danger, fuit au Libéria. Là, elle change d'identité, sauve les chimpanzés, se marie avec un Noir, bureaucrate aux ambitions politiques dont elle a 3 garçons. Quand la guerre civile éclate, elle retourne aux USA où personne ne l'attend, pas même la police.

Déjà, dans ses précédents ouvrages (*Profondeur des nuages*, *Survivants*), Russel Banks dénonçait la haine des Blancs contre les Noirs. Dans ce livre, il révèle au lecteur les liens pervers qui unissent les États Unis et le Liberia où, volontairement, il fait échouer sa narratrice : « *la question raciale, depuis toujours, est la colonne vertébrale de l'histoire des États Unis. Le Liberia est une invention démente, une alliance qui n'aurait jamais dû exister entre Américains du Nord et du Sud. Leur but : débarrasser le sol américain de la population noire. Entre 1820 et 1870, 70.000 Afro Américains, fils d'esclaves de 5^{ème} ou 6^{ème} génération, ont été envoyés dans cette partie de l'Afrique de l'Ouest. Avec, bien sûr, un programme de civilisation chrétienne à faire advenir. Mais les rapports dominants/dominés ont vite été reproduits. Le Libéria est même devenu un État esclavagiste* ».

Le Liberia, petit pays coincé entre la Sierra Leone, la Guinée et la Cote d'Ivoire ; sur la côte atlantique de l'Afrique, entretient des relations privilégiées avec les États-Unis depuis sa « création » au XIXème siècle ou, pour mieux dire, sa colonisation par des Noirs américains, surnommés les « Amerikos », des esclaves affranchis ou fugitifs qui s'étaient d'abord installés dans les États-Unis du Nord, suscitant une profonde inquiétude dans la population blanche. Le gouvernement des États-Unis, avec la complicité des abolitionnistes bien pensants, avait alors opté pour le « retour aux sources » et financé leur installation sur ce petit bout de terre. C'était la solution idéale ; les Amerikos, trop heureux de reprendre le rôle de propriétaires terriens ou de contremaîtres, cultivaient le riz ou exploitaient les plantations d'hévéas, tout en apportant à leurs frères de la brousse les bienfaits de la civilisation et les lumières de la vraie foi (épiscopaliennne ou baptiste dans le cas présent) et en renvoyant à leurs bailleurs de fonds d'outre Atlantique des dividendes sonnants et trébuchants. Bref, le rêve....Après quoi, l'histoire du Liberia se confond avec celle de ses voisins, à la fois exploités et maintenus dans une forme de dépendance par les puissances occidentales, pour, finalement, sombrer dans la guerre civile dans les années 1980.

Eh oui, la couleur de la peau ne fait rien à l'affaire : la lutte se mène et s'est toujours menée entre classes sociales, riches et pauvres. Obama est issu de la riche bourgeoisie ; peu importe qu'il soit noir ou blanc

Motion proposée à la Commission exécutive du 07/09/2015 du syndicat Ufict-CGT de la Métropole de Lyon contre la signature de l'accord PPCR par les fédérations de fonctionnaires CGT

Pour appuyer la « réforme territoriale, la « modernisation de l'action publique » (MAP) et les fusions d'établissements hospitaliers, qui conduisent à mettre en œuvre de véritables plans sociaux à l'échelle nationale, le gouvernement utilise la méthode du « dialogue social » pour tenter de faire passer ses réformes sans opposition majeure.

C'est bien le sens des négociations sur les « Parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR) menées depuis d'un an, et auxquelles ont participé toutes les directions syndicales, et notamment les fédérations de fonctionnaires CGT.

Quel était l'objectif de ces négociations ? Accompagner les réformes de structure en assouplissant le cadre statutaire protégeant les fonctionnaires, leur garantissant des avantages acquis par corps et cadres d'emploi et des règles statutaires collectives.

Ces négociations ont fait suite au rapport Pêcheur remis au gouvernement fin 2013 et s'en inspirent largement :

- Recrutement : généralisation du recrutement sans concours dans le premier grade de la catégorie C et développement des concours « maisons » dits sur titres pour certains emplois.
- Corps et cadres d'emploi : accentuation de la fusion des corps pour favoriser la mobilité forcée nécessaire à l'accompagnement des réformes (multiples fusions des régions, des directions déconcentrées de l'État, des hôpitaux). La mise en place de règles uniques ne fait plus obstacle à la mobilité forcée.
- Rémunération et carrière : remis en cause de la carrière à l'ancienneté pour la subordonner à une carrière liée à la fonction occupée et développement de la rémunération au mérite. Sont ainsi confirmés les niveaux hiérarchiques servant à la détermination de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE).

Le cadre de ces négociations était donc très clair dès le départ et elles sont menées sur la base du rapport Pêcheur, rapport constitutif des négociations menées dans la Fonction publique pour mettre en cause le statut général des fonctionnaires, à l'image de la politique pro-patronale que mène le gouvernement.

Qui peut croire encore que le gouvernement Hollande-Valls défend les salariés, les fonctionnaires, les chômeurs, les licenciés, les immigrés, les migrants ?

Toute sa politique est maintenant bien perçue par les salariés comme une politique qui satisfait le patronat.

Il ne faut pas se laisser bercer par des leurres :

- Les grandes déclarations sur l'attachement au statut général des fonctionnaires cachent les mesures qui tendent à le sabrer notamment en mettant en cause l'accès par concours pour les premiers grades des catégories C, catégories C qui sont ultra majoritaires dans la Fonction publique
- Les dispositions statutaires communes sont des coups de butoir contre les règles statutaires particulières et permettent d'organiser la mobilité forcée

- Les petites augmentations en entrée et fin de grille statutaire masquent l'allongement des carrières, principe fard du dispositif gouvernemental qui argue du fait du report du départ à la retraite. Il ne reste plus au gouvernement qu'à se caler sur les durées d'avancement maximum induisant une perte salariale sur toute la carrière que ne compenseront pas les faibles augmentations salariales annoncées.

Ces soi-disant augmentations ne s'appliqueraient intégralement qu'après 2017 sans aucune garantie alors même que les principes qui vont sabrer le statut s'appliqueront déjà !

Il n'y a donc pas de demi-mesure. Ces négociations ne se sont pas faites dans l'intérêt des fonctionnaires ; cet accord non plus.

Il doit donc être totalement rejeté.

Aucune fédération de fonctionnaires, en particulier de la CGT ne doit le signer.

Tout doit être fait pour empêcher son application.

La consultation des structures CGT organisée par les fédérations de fonctionnaires est déjà très orientée justifiant d'une part la participation à ces négociations, pendant que la réforme territoriale se met douloureusement en place et d'autre part, appuyant l'accord.

La signature de cet accord signifierait que le gouvernement peut continuer tranquillement, sans opposition syndicale majeure, sa politique de concassage des acquis des salariés, des fonctionnaires, qu'il peut continuer la réforme territoriale.

Au contraire, les salariés, les fonctionnaires attendent d'en finir avec cette politique patronale.

C'est bien la responsabilité de la CGT dans son ensemble de cesser de cautionner cette politique en refusant de s'asseoir sur une chaise électrique aux côtés des ministres et du patronat et en organisant le combat qui s'impose.

Si cette motion n'a pas été adoptée en tant que telle, le syndicat Ufict-CGT de la Métropole de Lyon a pris position contre la signature de l'accord PPCR et l'a fait savoir à la fédération CGT Services publics.

